

AIT : 100 ans de luttes ... et on continue !

Il y a exactement 100 ans, du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923, des délégués ouvriers venant de tous les continents se réunissaient à Berlin pour fonder l'Association Internationale des Travailleurs (AIT). Reprenant le flambeau de la Commune de Paris et de la Première Internationale anti-autoritaire, s'appuyant sur leurs expériences acquises par leurs participations actives aux révolutions mexicaine, russe, ukrainienne, allemande ou italienne des années 1920, pionniers de l'anticolonialisme naissant, ils posaient les jalons d'une nouvelle doctrine d'action révolutionnaire, l'anarchosyndicalisme. Ayant comme finalité le communisme libertaire, ils établirent leur organisation de lutte révolutionnaire internationale sur les principes de fédéralisme, d'autonomie égalitaire et solidaire, d'action directe et de rejet non seulement de l'Etat et du Capitalisme mais aussi de toute organisation politique. Cent ans après, le Capitalisme est toujours là, ravageant la planète et les humains. Les Etats sont plus puissants que jamais, étendant toujours plus leurs capacités mortifères et guerrières. Les politiciens continuent de nous endormir, nous matraquer et nous éborgner quand nous ne faisons plus semblant de les croire. Alors que l'Humanité est confrontée à une menace existentielle, les principes et les tactiques de l'anarchosyndicalisme sont-ils toujours d'actualité en ce début de XXIème siècle ? Guerre en Ukraine, misère sociale, désastres écologiques, exploitation des êtres humains ... concrètement quelles sont les propositions des anarchosyndicalistes d'aujourd'hui pour agir, du niveau local au niveau global.

C'est notamment sur ces questions que les délégués du 28ème Congrès de l'AIT ont débattu, du 5 au 11 décembre 2022 à Alcoy (Espagne), dans une salle remplie d'histoire, puisqu'elle fut le lieu de création de la section espagnole de la Première Internationale en 1873.

Car 100 ans après, déjouant tous les pronostics et les oiseaux de mauvaise augure qui annoncent tels des perroquets sa disparition tous les 10 ans, l'AIT est toujours là. Elle a survécu à toutes les répressions, tous les exils, toutes les tentatives d'annihilation, de la Patagonie jusqu'au Japon, des camps de concentration nazis jusqu'aux goulags communistes, et même l'intégration via l'argent et la corruption, poison le plus mortel de tous auquel ont succombé tant des syndicalistes même "révolutionnaires"...

Pendant 5 jours, dans cette ville industrielle en crise d'Espagne, où l'on sait ce que signifie la dignité ouvrière et la solidarité de classe, s'est retrouvé ce petit concentré d'humanité venant de 4 continents échangeant dans toutes les langues de la terre ... et même en esperanto, sans considération identitaire d'aucune sorte. L'AIT est bien vivante, elle est même en croissance comme sont venus nous le dire les compagnons d'Indonésie, du Pakistan, d'Australie, du Chili ou de Colombie. Et même en Europe, puisque nous avons eu le plaisir d'accueillir les compagnons irlandais d'Organize dans la grande famille internationale de l'anarchosyndicalisme.

Indéniablement, l'anarchosyndicalisme, ses principes et des modes d'actions sont plus d'actualité que jamais. Le syndicalisme institutionnel n'en finit plus de sombrer dans la corruption avec les patrons et les puissants. L'inculpation de Luca Vicenti, secrétaire générale de la Confédération Syndicale Internationale (l'internationale commune à la CFDT, la CFTC, la CGT et FO) dans le cadre du Qatargate en est la parfaite illustration.

Les travailleuses et les travailleurs ont bien compris qu'ils n'ont rien à attendre des syndicats institutionnels. Les résultats aux récentes élections professionnelles dans la fonction publique, dont la CNT-AIT fut le seul anarcosyndicat à appeler au boycott, parlent d'eux même. Reste maintenant à traduire cette distanciation vis-à-vis des syndicats en un mouvement pour reprendre les luttes. A l'image de la grève actuelle des Agents du Service Commercial Trains de la SNCF, lancée par un collectif autonome de travailleurs, auto-organisés, refusant de jouer le jeu de la représentativité et du spectacle médiatique en refusant de parler aux journaux. Christophe Barbier, le fameux chroniqueur ultralibéral de BFMTV, ne s'y est pas trompé « c'est le retour de l'anarchosyndicalisme, cette doctrine basée sur la pensée de Bakounine, qui utilise

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 179 / NOV - DEC 2022 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 21 Décembre 2022 sur les presses
d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond

Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
 Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
 Anarchosyndicalisme!
 7, rue St Remesy, 31000 Toulouse
 tel: 05.61.52.86.48
 permanence tout les samedi de 17 H à 19 H

facebook:
 @cnt.ait.toulouse
 @chats.noirs.turbulents (Paris)
 @cntaitredon (Bretagne)
 perpignan@cnt-ait.inf
 initiative.03@cnt-ait.info
<https://cntait03.wordpress.com>
 Facebook : @juan.arkista.1
 twitter:
 @cntaittoulouse
 @CNTAIT (Paris)

adresse mail de S.I.A

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com
 SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1
 facebook.com/Solidarite-Internationale-Antifasciste Toulouse

l'action directe, et refuse toute médiation syndicale entre le patron et les travailleurs ». 100 ans après, les principes et les tactiques anarchosyndicalistes de l'AIT ne seraient donc pas tout à fait morts ... Alors que s'annonce une réforme des retraites qui va être saignante contre les travailleurs et les travailleurs, à nous d'amplifier le mouvement pour qu'enfin nous passions des défaites syndicales défensives successives depuis 50 ans à une offensive massive et inventive. A toutes les travailleuses et les travailleurs celles qui n'ont pas complètement perdu espoir, la CNT-AIT leur ouvre les bras : rejoignez-nous !



POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?
- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).
- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

4●●●● Propagande ●

CALENDRIER SIA

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste) créée en 1937 par la CNT-AIT d'Espagne pour venir en aide aux réfugiés pendant la Révolution espagnole, continue encore aujourd'hui son combat humanitaire.

Pour se financer elle ne dispose que de la solidarité militante de ses membres et amis. SIA a édité son traditionnel calendrier qui est consacré pour l'année 2023 aux enfants volés. Le calendrier est disponible au prix de 10€ ou plus, au local de la CNT-AIT, 7 rue St rémésey 31000 Toulouse ou par correspondance (écrire à la même adresse, en ajoutant XXX euros pour les frais de port)



Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers. Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail (contact@cnt-ait.info)

Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



Brochures CNT-AIT

La CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés, aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchosyndicalistes, que des analyses ou des textes théoriques. N'hésitez pas à nous écrire pour connaître notre catalogue de plus de 40 titres.

Vous pouvez commander au format papier en écrivant à l'adresse du journal (le prix de revient de ces brochures imprimée et expédiée par la poste est, comme les autres, de l'ordre de 4 Euros) ou bien la télécharger gratuitement sur internet : <http://cnt-ait.info/category/bro/>

- "Détruisez le mouvement de Makhno", la guerre secrète des bolchéviques contre Nestor et ses insurgés, dans la révolution et l'exil.

- L'irradiation pornographique du néo-zapatisme

- Blasphème ! Ces Anarchistes ne respectent donc rien !

Tome 1: de Ravachol à Mila

Tome 2: En Asie non plus

- Technique de lutte

- Grève des loyers: action contre la vie chère

- Grève des loyers: Tome 2 action directe contre la vie chère, pour un logement digne

- Anarchistes pas républicains, les Anarchosyndicalistes et la résistance

Tome 1: Des camps républicains du mépris au maquis

Tome 2: Quand les migrants et les parias tenaient les maquis du Cantal

La lutte des classes, est un vrai combat Pour pouvoir reprendre le contrôle sur nos vies

Désormais quand il y a une grève en France, c'est forcément menée par des privilégiés, qui ne pensent qu'à leurs nombrils. Ainsi les BFMtv, les Cnews, le journal « le monde », et autres éditorialistes plus ou moins médiocres... ont affirmé sans rire que les ouvriers des raffineries de pétrole TOTAL et EXXON, gagnent environ 5000E/mois !

Mince alors il y a effectivement des boulots bien payés, qu'est-ce que nous attendons, pour envoyer nos CV, ! Et d'ailleurs comment ce fait-il, que si peu de gens envoient une candidature ?? C'est élémentaire mon cher, les gens surtout chez les ouvriers (dont un bon nombre de chômeurs font habituellement des métiers d'ouvriers) ne sont que des fainéants qui veulent pas travailler, mais plutôt rester ad vitam aeternam à pôle emploi, pour toucher les allocations chômage, qui coûtent forcément cher à la collectivité, "quel manque de civisme de la part de ces gens là, c'est scandaleux !" Comme dirait un journaliste moyen de ces chaînes d'info en continue. Trêve de plaisanterie, il est vrai que les travailleurs des raffineries touchent un salaire supérieur à la moyenne, mais certainement pas 5000E/mois, et pour le savoir il faudrait surtout jeter un œil sur le taux horaire, que touchent ces gens là, en évitant d'y inclure les diverses primes auxquelles ils ont droit, et qui « faussent » tout de même un peu le salaire. Contrairement à ce qu'affirme le journal « le Monde ». Parce que quand on se retrouve au chômage ou à la retraite les services administratifs, se fient surtout au taux horaire, que nous avons eu pendant notre période de travail. Et en général les métiers d'ouvriers, ou l'on gagne « bien sa vie », sont quasiment toujours des boulots dangereux, où l'on risque sa vie tous les jours, souvent nuisibles pour la santé, avec une espérance de vie réduite à cause de l'exposition, souvent en continu, aux divers produits chimiques et autres saloperie, provoquant des cancers divers et variés... C'est en quelques sortes un "deal" que l'Etat impose entre le travailleur et le patron.

Normalement d'après la loi (c'est à dire les règles du jeu dictées par la bourgeoisie), Les entreprises sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de leurs salariés (écrit noir sur blanc sur le site de l'INSEE).

Dans beaucoup de métiers de l'industrie, les ouvriers sont souvent exposés aux produits dangereux, emplois qui cumulent, contraintes physiques, rythme, pression, horaires décalés, fatigue, ces métiers sont souvent durs physiquement, la plupart des travailleurs de

l'industrie, quand ils avancent en âge ont forcément des problèmes de santé mentale ou physique. Les métiers manuels sont souvent les plus durs et les plus mal payés, et les moins considérés, que l'on paye plus ou moins cher, à la fin de sa carrière. Toujours d'après l'INSEE, dans le nord de la France 35% des travailleurs sont exposés à des agents chimiques cancérogènes, Ces risques sont inhérents à de nombreuses professions dans l'industrie, mais aussi dans le nettoyage, l'agriculture voire la santé. Et puis voilà qu'entre-temps la gauche bourgeoise voudrait en profiter pour se « refaire la cerise », et profite probablement, de ces conflits sociaux pour aller à la pêche aux électeurs. Ce dimanche 16 octobre 2022, la gauche du capital (ATTAC, LFI, PS, EELV, NPA, PCF, POI, etc...), nous ont offert la kermesse habituelle contre la « vie chère », avec deux « DJ » pour chauffer la foule. Ne nous y trompons pas, ils auront beau dire qu'ils sont d'accord avec nous au sujet de la société bourgeoise et de l'exploitation capitaliste, ils s'empresseront de dire qu'il s'agit aussi de revendiquer des droits et des libertés au sein de la société dans laquelle nous vivons.



Notamment le droit de grève, de se syndiquer, de s'associer tout ça au nom bien entendu de la classe ouvrière et de la démocratie. En oubliant de dire que ces prétendus « droits » ne s'octroient que sous certaines conditions, comme la légalité voire la loyauté vis à vis de la justice (bourgeoise, toujours pareil), et sans trop ennuyer le patronat si possible, et qu'importe lequel de ces « droits » peut être remis en cause du jour au lendemain. La réalité est que quotidiennement nous nous

exténuons à produire de la valeur au service du capital. En y laissant notre santé, nos forces, notre énergie, notre cerveau, de la sueur, du sang, la maladie, parfois la mort. Que si la bourgeoisie donne le droit de discuter, de nous syndiquer et d'envoyer nos soi-disant représentants négocier le prix de notre travail, nous ne sommes tout de même pas à égalité dans cette société avec nos employeurs, les dirigeants du pays, les chefs des grosses banques, actionnaires du cac 40, quand ces bourgeois déplorent qu'il y ait trop de grèves dans la région France, c'est bien qu'officieusement nous ne sommes pas à égalité devant leurs lois et leur justice. Des syndicats comme F.O ou la CFTD

prônent le dialogue, la discussion avec le patronat, pour pouvoir obtenir des « avantages sociaux », mais si nous étions si égaux que ça, nous ne serions pas obligés de faire souvent grève, puisque les discussions et dialogues ne fonctionnent qu'à la condition d'être à égalité avec les classes possédantes, dans la société. Il est néanmoins évident que même pour le patronat nos revendications, pour des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail,

6●●●●●Monde du travail●

contre des licenciements massifs, est tout de même considéré légitime (enfin presque tous...), mais pour ce patronat il leur semble tout aussi légitime de « protéger », leur propriétés privées qu'est leur entreprise, quelle soit de type industrielle, agricole ou du tertiaire, la situation est la même. Quitte à faire intervenir la DGSJ contre des grévistes (en effet la direction de RTE, pour mater une grève a fait appel aux flics antiterroristes. Sources « BLAST » et « Regard » sur « you tube »), les mater, voire les pousser au suicide (toujours les mêmes sources « BLAST » et « Regard » sur you tube). Ainsi les choses sont claires, ceux qui commandent ce sont ceux qui ont le pouvoir économique, et qui peuvent vous remettre au boulot par la force s'il le faut.

Face à une véritable organisation prolétarienne qui lutterait pour une vraie baisse du temps de travail, et une vraie augmentation de salaire. Le capital n'aurait aucun intérêt à reconnaître le droit d'association des salariés, de réunion, de presse, de syndicalisation parce que ceux-ci porteraient forcément une atteinte au taux de profit et à leur sacro-sainte économie nationale. Et une société toute démocratique qu'elle aime à se prétendre, sortira ses griffes de la répression, comme

n'importe quel état au monde, avec tout ses flics, sa justice, mais aussi les auxiliaires policiers comme les syndicats et services sociaux. Dans beaucoup de lieux de travail les gens sont brisés physiquement, dans les usines, combien y a-t-il de personnes chez les sous traitants de l'aéronautique ou de l'automobile, qui ont des problèmes de santé liés aux conditions de travail qu'ils endurent depuis des années ? Dans une boîte comme Mecachrome un sous traitant de l'aéronautique, dont nous avons parlé dans nos précédents numéros, la plupart des ouvriers qui y travaillent ont des problèmes de santé, avec des conditions de travail de merde, horaires décalés, pression psychologique; ces prétendus nantis ont des salaires dérisoires, je doute qu'un scribouillard « star », de la grande presse écrite Parisienne comme le « Monde » y vienne se rendre compte par lui-même. Le combat de l'anarchisme ouvrier et révolutionnaire au-delà des revendications immédiates d'augmentation de salaire ou de condition de travail. Est un combat pour l'abolition du salariat, et l'avènement du communisme-anarchiste sur terre. En attendant combattons pied à pied quotidiennement au boulot, dans nos quartiers, en nous méfiant de l'état et de ses engeances, qui n'ont aucun intérêt à ce que nous prenions notre vie en main.

Elections professionnelles dans la fonction publique : BOYCOTT DES ELECTIONS VIRTUELLES ! ORGANISONS NOUS POUR DES LUTTES REELLES !

Du 2 au 8 décembre étaient organisées les élections professionnelles dans la fonction publique. Malgré la débauche de propagande déversée par l'Etat et les syndicats pour nous inciter à voter électroniquement, l'abstention est largement majoritaire avec 56,3% globalement et à même connu des sommets records dans la fonction publique hospitalière avec 62% d'abstention et même des pics à 80% dans les hôpitaux de la région parisienne.

Cette abstention massive démontre un rejet massif du cirque des organisations syndicales. Néanmoins, il reste à inventer collectivement de nouvelles formes de mobilisation et d'actions collectives pour affronter la tempête sociale qui s'annonce, entre inflation, réforme des retraites et crise budgétaire de l'Etat qui va s'attaquer encore plus durement à tous les services publics. Les militantes et militants de la CNT-AIT restent ouverts à toutes les propositions et initiatives ...

Pendant plusieurs semaines, nous avons été abreuvés d'innombrables mails – et même parfois de courriers – relatifs à l'organisation des élections professionnelles. Curieusement, l'administration qui n'a pas d'argent pour régler nos urgences du quotidien, n'a aucun souci financier pour la préparation et l'organisation de ce « sondage internet ».

D'emblée soyons clairs, à la CNT-AIT, nous ne voulons pas de votre bulletin de vote: notre syndicat a fait le choix de ne pas participer à



| |
|---|
| Voter par email pour des syndicats institutionnalisés |
| Participer à des manifestations rituelles et des journées d'actions isolées |
| Laisser les syndicats gérer le pseudo « dialogue social » |
| Boycotter les élections virtuelles |
| Participer à des assemblées ouvertes et à des collectifs autonomes de travailleurs |
| Libérer la parole, être actif et imaginatif dans les modalités d'actions |
| S'organiser pour lutter  |

aucune élection, sans exception.

Élections et instances gaspillent et canalisent une précieuse énergie. Les directions n'en ont rien à faire des instances, au pire elles s'assoient dessus, au mieux elles prennent ça comme une formalité, une case à cocher sur le formulaire «dialogue social». Il suffit de lire le compte-rendu des collègues qui siègent dans les instances pour constater le faible intérêt d'y siéger. L'administration impose ses vues et les élus ne peuvent que constater leur impuissance. Tout au mieux l'administration leur accorde la «primeur» d'informations qui pourraient être aussi bien adressées directement aux agents.

Nous pourrions avoir les meilleurs élus du monde présents dans les instances qu'on ne changerait rien. Pire, l'État cherche à se servir des

instances pour canaliser le mécontentement et neutraliser, voire délégitimer, toute action collective de contestation.

Sans compter qu'avec les élections et la professionnalisation du syndicalisme, s'est parfois créée une caste de permanents syndicaux professionnels qui détournent leur mandat pour leur intérêt purement personnel ...

Le vote de décembre 2022 fera plaisir à certains quelques heures, peut-être quelques jours. Mais après ? Après nous en serons revenus au même point, car nos directions ne changeront leur politique, leurs manières de faire que si nous les y forçons.

Construire un nécessaire et légitime rapport de force En tant qu'agents, nous défendons un service public au service des travailleurs, des usagers. Nos hiérarques, chaque jour, font la démonstration qu'ils en sont les fossoyeurs. Dès lors, comment pourrait-on croire en un hypothétique «dialogue social»? Notre capacité à faire changer les choses, à contrer les projets de notre patron – qu'est l'État – et de ses représentants, se situe ailleurs

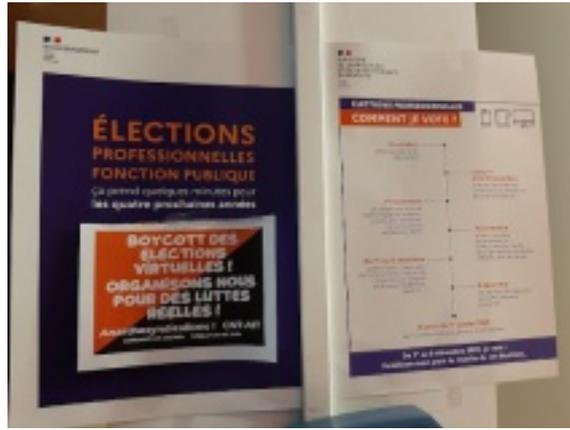
que dans les instances. Seul le rapport de force sur le terrain et la solidarité entre les travailleurs – quel que soit leur statut – permettent d'obtenir de réelles avancées.

C'est dans les services, au quotidien, que nous avons besoin de collectifs forts et solides, organisés en assemblées autonomes. Nous ne vous proposons pas de voter mais d'être actifs et imaginatifs dans les modalités d'actions: protestations verbales, pétitions, débrayages, grèves, rassemblements, occupations, ...

Vu ce que nous prépare le gouvernement sur les retraites, il est urgent que nous nous retrouvons pour en discuter et nous préparer à riposter. La réunion des travailleurs au sein de collectifs pour

défendre leurs intérêts, en toute indépendance des organisations politiques, nous semble urgente.

Notre organisation anarchosyndicale, la CNT-AIT, soutient, les assemblées de lutte autonomes et souveraines, l'action directe et la lutte dans la perspective d'un projet émancipateur. Dès à présent, les principes de l'autogestion, de la rotation des mandats, de la démocratie directe et d'égalité sont appliqués.



BOYCOTT « #PARISBAGUETTE » ! PAS DE SANG DANS NOTRE PAIN !

Le 15 octobre 2022, une jeune travailleuse de l'entreprise Coréenne de restauration rapide « Paris Baguette » est morte sur son lieu de travail, à Pyeongtaek, à 65 kilomètres au sud de Séoul. La jeune femme a été happée par un mixeur géant dans lequel elle versait des ingrédients. Pour gagner du

temps pendant le travail, il semble que le management avait fait retirer les protections de sécurité ... Le corps de la victime n'a été retrouvé que le lendemain matin, lorsque les collègues l'ont sorti de la machine. Après quoi la direction leur a donné l'ordre de se remettre au travail. Comble du mépris, le propriétaire de l'entreprise a fait adresser aux funérailles de la jeune femme en guise de couronne mortuaire ... une boîte remplie de petits pains !

Cet accident mortel est survenu quasiment 30 ans jour pour jour après celui de Mark Hopkins, mort électrocuté le 12 octobre 1992 dans le restaurant Mac Donald de Manchester. Là aussi les règles de sécurité n'étaient pas respectées, pour des raisons financières. L'émotion mondiale suscitée par sa mort avait déclenché pendant plusieurs années l'organisation de la semaine de solidarité avec les

travailleurs de la restauration rapide. Depuis régulièrement, les accidents parfois mortels se succèdent, dans les boulangeries industrielles comme les boulangeries artisanales, le dernier en date étant survenue le 22 septembre dans une boulangerie familiale de Meru en Ile de France.

Ces véritables meurtres au travail ne font pas la une des médias, ils ne suscitent pas l'indignation massive sur les réseaux sociaux, aucune écrivaine en vogue n'écrira un livre pour les dénoncer, il n'y aura pas de collages nocturnes



8●●●●Monde du travail●

sur les murs pour faire le décompte des blessés et des morts au travail. Car au travail, on meurt dans l'indifférence générale de la société qui s'émeut pour le bien-être animal mais ne veut pas savoir dans quelles conditions sont traités les animaux humains qui produisent sa nourriture.

Pourtant ces accidents n'arrivent jamais « par hasard » : quasiment toujours, la cause est le non-respect par le patron des règles de sécurité, pour améliorer sa rentabilité, que ce soit en augmentant les cadences ou en n'investissant pas dans les équipements ni dans la formation à la sécurité

Ces accidents montrent que l'Etat et la Loi ne servent à rien et ne nous protègent pas : tous les pays industriels (en Corée comme en France) disposent de nombreuses lois qui ont été votées par des députés de droite comme de gauche, et qui en théorie obligent les patrons à assurer la sécurité des travailleurs. En France, le premier service officiel d'Etat pour contrôler que les patrons respectent leurs obligations a même exactement 130 ans, il a été créé par la loi du 2 Novembre 1892. Mais tous les jours des travailleurs meurent au travail (318 au 30 novembre 2022), ce qui montre que ni les lois ni

l'Etat ne servent à rien pour nous protéger contre l'appétit vorace de profit des patrons.

Si les travailleurs veulent assurer leur sécurité, ils ne peuvent compter que sur eux même, en s'organisant de manière collective et autonome, sans rien devoir ni au patron ni à l'Etat. Contre l'utilisation de machines dangereuses ou pour exiger des équipements de protection ou des formations à la prévention, l'action collective directe, notamment la grève ou encore le ralentissement des cadences restent les meilleurs armes à notre disposition.

Ce qui est arrivé à cette jeune travailleuse peut nous arriver demain, car nous subissons les mêmes conditions de travail sous la pression de la rentabilité à tout prix. La mort de cette travailleuse en Corée ne doit pas s'ajouter dans la longue liste des morts oubliés du terrorisme patronal. C'est pourquoi nous rejoignons le mouvement mondial de boycott initié par le public coréen et les travailleuses et travailleurs de ce pays contre #ParisBaguette et la société mère #SPC, tant que des mesures de sécurité sérieuses n'auront pas été mises en place.

CNT- AIT (Association Internationale des Travailleurs, anarchosindicaliste) <http://cnt-ait.info> contact@cnt-ait.info

Point de vue sur la scission de 1993

La vie des organisations ouvrières, politiques ou syndicales, n'est pas un long fleuve tranquille. Des crises les secouent qui parfois débouchent sur des partitions, des scissions. Dans le mouvement libertaire, ce phénomène est assez banal et dans l'histoire récente, une scission a particulièrement marqué les esprits ; c'est celle qui en 1993 a abouti à la création de deux CNT concurrentes, celle dite des Vignolles (du nom du siège parisien de l'organisation) et celle dite AIT (car représentante de l'Association Internationale des Travailleurs en France). Quoique près de 30 ans se soient écoulés depuis, les conséquences que cette scission a eu sur le développement du mouvement libertaire en France sont si importantes qu'il me semble que le point de vue d'un militant qui a vécu ces événements (j'ai adhéré à la CNT Toulouse fin 1991) peut lancer le débat.

On peut assez facilement classer les causes à l'origine des scissions en trois catégories principales :

-des divergences stratégiques ou idéologiques surgissent, l'organisation se divise alors en factions antagonistes, chacune avec ses leaders.

-les conflits de personnes, luttes pour le pouvoir qui dégénèrent, querelles de petits chefs exclusivement préoccupés par leur ego etc ...

-les actions de personnes ou de groupes extérieurs à l'organisation : des adversaires

ou des concurrents agissent en sous mains pour affaiblir leur adversaire en semant le trouble dans les esprits, en excitant les gens les uns contre les autres

Dans la réalité, il est rare qu'une scission n'ait qu'une seule cause, le plus souvent les raisons de scissionner s'interpénètrent, se conjuguent mais le motif idéologique uniquement invoqué permet de masquer pour des raisons d'orgueil.

La scission de 1993 dans la CNT

Au début des années 1990, un vent d'optimisme soufflait sur le mouvement libertaire : pour tous les militants, l'ouverture du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement du bloc soviétique marquaient la fin de l'hégémonie communiste-marxiste sur le mouvement ouvrier et un bel avenir semblait promis à la CNT. Et dans les faits, on

notait l'arrivée de nouveaux militants dans les syndicats existants, la réactivation de certains et même des créations de nouvelles structures. De plus du fait du recentrage de la CFDT, nombre de militants de diverses origines idéologiques, formés et expérimentés, arrivaient à la CNT. Enfin la lutte victorieuse menée par le syndicat CNT de la COMATEG, entreprise chargée entre autre du nettoyage des stations de métro parisien eut un retentissement énorme. L'action directe (techniques de lutte mise en œuvre par les employés de la COMATEG) fut popularisée et la CNT parisienne acquies ainsi un prestige réel dans tous les milieux contestataires. C'est d'ailleurs, forte de ce



prestige que la CNT parisienne demanda et obtint au congrès de 1991 que la rédaction du journal de la confédération, le « Combat Syndicaliste » soit transféré de Toulouse à Paris. Le syndicat de Toulouse très réticent à cette idée (contre vent et marée, ce syndicat avait maintenu depuis 1946 la publication de la presse cénétiste), finalement transféra à Paris les maquettes du journal, le fichier des abonnés et la trésorerie afférente. Cette affaire nourrit des rancœurs chez les toulousains, rancœurs d'autant plus vives que parisiens et toulousains avaient des divergences idéologiques fortes et que dans, le Combat Syndicaliste, les idées anarchosindicalistes n'eurent plus voie de cité. Deux tendances cohabitaient dans la CNT ; une tendance anarchosindicaliste regroupant les syndicats de Toulouse, Bordeaux, Marseille, Pau, Caen... soucieuse d'appliquer à la lettre les principes et refusant donc toute participation dans les instances paritaires (et refusant de participer aux élections des représentants du personnel dans les entreprises) et une tendance regroupant les syndicats de Paris, Lille, Lyon ... que l'on pourrait qualifier de syndicaliste révolutionnaire qui par souci tactique présentait des candidats à ces élections. Les instances de la confédération constataient régulièrement cette situation et à chaque fois admettaient son caractère exceptionnel et d'expérimentation. Cette situation aurait pu durer encore longtemps. En réalité, personne ne souhaitait la scission, les militants craignaient qu'une partition de la confédération brise la dynamique de croissance et tue la possibilité historique, de créer un pôle significatif de résistance libertaire. Et dans les faits, le prétexte qui déclencha la scission n'avait rien à voir avec ce qui précède: le congrès devait se tenir à Paris et des militants de la tendance anarchosindicaliste y étaient fortement opposés par crainte de manipulations. Certains de ces militants avaient visité jusqu'au dernier moment les syndicats de cette tendance en expliquant qu'il fallait refuser de participer à ce congrès. Du coup la tendance anarchosindicaliste ne se présenta pas au congrès et immédiatement certains ténors parisiens déclarèrent que les absents s'étaient exclus d'eux même de l'organisation, qu'ils ne faisaient plus partie de la confédération. La scission était actée. A l'évidence, nombre des militants qui d'enthousiasme s'étaient associés à la proposition de boycott du congrès n'avaient pas envisagés les conséquences de leur boycott : ils souhaitaient simplement un changement de lieu et de date ! Ce refus de participer au congrès eut pour les anarchosindicalistes des conséquences fâcheuses puisque nombre de militants anarchosindicalistes restèrent adhérents à la tendance dite vignolles.

Presque 30 ans se sont écoulés depuis et deux courants idéologiques se nomment en France CNT .

-Un courant anarchosindicaliste soucieux d'appliquer à la lettre le mot d'ordre de la première internationale, « l'émancipation des

travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux même » et considérant en conséquence que le syndicat, est la seule organisation de la classe exploitée et a pour tâche essentielle de préparer la révolution sociale en popularisant les valeurs de solidarité et d'entraide et les méthodes de lutte d'action directe. Ce courant se réclame donc de l'idéologie anarchiste car il lutte pour l'instauration d'une société anarchiste, et à ce titre veut abolir l'exploitation capitaliste et l'état et en conséquence refuse de collaborer participer aux instances mises en place par ce dernier censément pour représenter les travailleurs.

-Un courant syndicaliste de combat ou syndicaliste révolutionnaire qui affirme que pour se développer, la CNT doit participer à certaines des instances représentatives du personnel et en particulier participer aux élections de délégués du personnel et qui refuse de se déclarer anarchiste. Depuis plus de 30 ans donc, des militants de la CNT Vignolles participent à des élections de délégués et sont parfois

élus. Non seulement ainsi, ils confortent l'état dans sa position de soi disant médiateur impartial entre les capitalistes et les travailleurs, induisent dans la tête des gens des illusions sur la nature du système capitaliste et sur le rôle des instances paritaires (par exemple contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, les prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, en réalité ils les jugent car ils ne font dans le meilleur des cas qu'appliquer la loi) mais en plus la protection des travailleurs élus (motif le plus souvent invoqué pour justifier la participation aux élections) n'est pas assurée: tous les ans des dizaines

d'élus du personnel sont licenciés après avis de l'inspection du travail. En réalité, en abandonnant son identité anarchiste, en participant aux instances paritaires et en abandonnant toute référence à l'anarchisme, la CNT Vignolle s'est transformée en syndicat de service, semblable à aux autres syndicats de service existants en France : CGT , FO, FSU, SUD etc. Elle vend aux salariés en conflit avec leur direction des services et ce n'est pas parce qu'elle met en avant les valeurs de solidarité, d'entraide et qu'elle fait de l'action directe son principal argument (plusieurs syndicats pratiquent à des degrés divers l'action directe), qu'elle ne participe pas au maintien du système en place, qu'elle n'est pas un des rouages de ce système puisqu'elle le conforte en acceptant ses lois, en se soumettant aux règles décidées par l'état au service des patrons pour assurer la domination de la classe des exploités. On ne peut pas à la fois vouloir la mort du système capitaliste et accorder en se présentant aux élections sa caution aux institutions que ce système a mis en place pour assurer sa domination.

Après le congrès de 1993, les adhérents des Vignolles nous disaient : « vous allez voir comme nous allons nous développer... » 30 ans ont passé, la CNT Vignolles est bien plus groupusculaire qu'elle ne l'était en 1993 et elle a perdu ce qui lui donnait sens.

On ne peut pas à la fois vouloir la mort du système capitaliste et accorder en se présentant aux élections sa caution aux institutions que ce système a mis en place pour assurer sa domination.



Le pouvoir d'achat des Vieux

Autoritarisme délibéré

Des gens, élus (mal élus ?), n'hésitent pas à supprimer une allocation de 30 EUR mensuelle (qui s'ajoutait à un budget de 470 EUR mensuel environ). Ils utilisent un chantage et des pressions, ce qui est contraire au Code civil (lequel pénalise toutes violences consistant à faire signer, de force, contrat ou convention). Ceci sur un budget sous le seuil de pauvreté et même sous le montant officiel du RSA (Revenu de solidarité active), censé garantir à la population précarisée ce minimum vital.

Il ne leur suffit pas d'être heureux, il leur faut aussi que certains ciblés soient malheureux.

Les raisons avancées consistent à contraindre un citoyen à solliciter l'ASPA (Allocation de solidarité aux personnes âgées). Pour économiser sur le budget départemental 360 EUR par an. En faisant payer l'ASPA qui sort des caisses de retraite au lieu de sortir de celles du département. (Dans tous les cas, sortie des poches des contribuables et des cotisants).

Mais le formulaire ASPA sollicite la signature d'une hypothèque. Ce qui met forcément en danger l'habitation personnelle des Vieux. Habitation qui a nécessité des dépenses et qui a été l'objet de taxations gigantesques.

La prédation discrète

L'ASPA est reprise par la caisse de retraite au décès du « bénéficiaire » en utilisant l'hypothèque signée. Il ne s'agit donc pas d'une allocation. Mais d'une avance de trésorerie exécutée par les caisses et récupérée sur les biens acquis avec les plus grandes peines tout au long de la vie.

La dictature, c'est « ferme ta gueule ! »



La "démocratie" parlementaire, c'est cause toujours ! »

La casse des retraites et des retraités

Les statuts de salariés à cotisation forfaitaire, ajoutés à la casse du calcul des retraites, pour baisser le montant des cotisations sociales des entreprises et sociétés de capitaux privés conduisent à la précarisation des Vieux. C'est une politique volontariste, clairement décidée, et exécutée par celles et ceux qui y collaborent. Au moyen de la Raison institutionnelle : L'institution a suivi la procédure, c'est l'allocataire qui a tort.

Pour te débarrasser de ton chien, dis qu'il a la rage !

Un organisme payeur comme les CAF et surtout les élus départementaux ont la catastrophe sous les yeux. Dans une parfaite indifférence pratiquée. (Ou bien pire !) Allocataires CAF : un score de suspicion par algorithmes numériques ?

Au service de qui, de quoi ?

Des élus ont le culot d'utiliser l'argent public pour publier leur propagande de Parti, (ou idées personnelles) et notamment la soi-disant défense du pouvoir d'achat. Où on peut y lire des lignes de dépenses aux montants colossaux, pour des actions, dont certaines sont particulièrement discutables.

Au vu du ravin de ressources entre les enrichis et celui des appauvris. Ces élus eux-mêmes sont financièrement bien traités au moyen de l'argent du contribuable pour qu'ils soient satisfaits, eux, de leur quotidien.

Ils ne représentent qu'eux-mêmes et leurs Partis

Tout le monde sait que le niveau de mécontentement social est devenu gigantesque. Au point que l'électorat boude la légitimation des classes politiques qui abusent. En effet, ces élus ne sont pas légitimes dans cette démocratie « représentative, » car ils se propulsent au pouvoir avec quelques 25% des voix des inscrits (Une minorité dominante). Par un système électoral dévoyé. Qui leur permet de faire LEURS LOIS et leurs privilèges, ainsi que ceux de leurs amis enrichis.

Voilà le concept des élus départementaux (et des autres, leurs alliés), en matière de pouvoir d'achat des Vieux. Et celui de leurs exécutants. Il va donc falloir que ça se sache.

Il est grand temps d'opposer la résistance active face à ces abuseurs et de concevoir une réelle démocratie directe depuis les lieux d'activité, les quartiers, en assemblée, avec des mandatés révocables.

« Prendre cinq et rendre quatre, ce n'est pas donner. » (Impôts).

Comment-la-CAF-surveille-et-punit ? (site extérieur).

Contrôle-social-CAF (mp3 123 Mo, site extérieur).

Dossier intégral consultable sur demande.

Contact : lessansvoix.lautre.net

grève croisée des livreurs d'Ukraine et de Russie

La guerre n'abolit pas les rapports de domination au sein d'une société, elle ne supprime pas les différences entre les riches et les pauvres. Elle a même plutôt tendance à les accentuer en permettant l'apparition de nouveaux riches, les profiteurs de guerre. En temps de guerre, comme

en temps de paix, l'objectif des capitalistes, de ceux qui détiennent le pouvoir économique, est toujours le même : gagner toujours plus d'argent. Et pour cela, en temps de paix comme en temps de guerre, la recette est toujours la même : faire travailler les salariés toujours plus, en les payant toujours moins et dans des conditions de travail toujours plus dégradées. La guerre ajoute un stress supplémentaire aux travailleurs par le fait que vous risquez de vous prendre une bombe sur la tête, ou d'être jeté en prison ou envoyé au front si vous contestez l'Union nationale sous le commandement du Leader en chef et le drapeau national ...

Alors, est-ce possible de voir une grève et une manifestation de travailleurs, pendant la guerre et alors que les rassemblements de rue sont interdits du fait de loi martiale ? Est-ce possible de saper la «paix de classe » avec le capital, alors que chacun est obligé de «défendre la patrie » sous la sage direction de la classe dirigeante ? Oui, c'est possible de répondre deux fois oui, par des exemples récents aussi bien en Russie qu'en Ukraine.

En Russie, après que le patron de Delivery Club, le leader Russe des entreprises de livraisons à domicile, aient décidé en avril sans préavis de diminuer leur rémunération de 20% alors que l'inflation explose en Russie comme partout, les coursiers s'étaient mis en grève pour exiger un salaire digne et des conditions de travail simplement humaines. Le porte-parole de leur syndicat, Kirill Ukrainsev, a été arrêté par la police envoyée par le Procureur d'Etat pour « appel ou participation à un rassemblement non autorisé à plus de deux reprises en l'espace de 180 jours » et risque jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Alors qu'il est toujours en prison, le 17 octobre son procès a été reporté en Avril 2023. En attendant Kirill reste embastillé, au mépris total de la loi russe fixe le délai maximum de prison préventive à 6 mois. Le pouvoir Russe mène aussi une guerre intérieure contre les travailleurs et les syndicalistes, et tous ceux qui osent manifester leur liberté d'esprit et leur refus d'être considérés comme des esclaves corvéables à merci et sans droits.

En Ukraine aussi des coursiers se sont révoltés contre les mauvaises conditions de travail. Du fait de la guerre déclenchée par la Fédération de Russie, les livreurs sont contraints de travailler dans les conditions les plus risquées et pour des salaires de misère. Depuis le début de la guerre, les salaires ont même été baissés de 60%, alors que les prix ne cessent d'augmenter ! Le parlement ukrainien discute en ce moment de nouvelles lois ukrainiennes d'inspiration ultra-libérale, prises au prétexte de la guerre, et qui visent à annuler tout droit pour les travailleurs. Par ailleurs, la loi martiale a Interdit toute grève et toute manifestation.

Mais cela n'intimide pas les livreurs de Bolt de Kiev : début juillet, ils

ont créé un groupe de discussion par chat pour s'organiser et discuter des formes de protestation possible malgré le contexte de la guerre. Quelqu'un a même réussi à désactiver les scooters de livraison ...

Le 4 juillet, le groupe des livreurs s'est mis en grève. Le lendemain, plusieurs dizaines de personnes se sont rendues à midi aux bureaux de l'entreprise dans le centre de bureaux City Zen Park, pour tenir dans le hall d'entrée de l'entreprise une réunion consacrée à « la réduction exorbitante de leurs revenus et au paiement des impayés ». Ils exigent une augmentation des paiements minimaux de 0,82 euro à 1,33 euro par commande, ainsi qu'une hausse de la rémunération au kilomètre de 0,23 euro à 0,40 euros pour compenser la hausse de l'inflation.

Ce rassemblement a fait sortir de son bureau une porte-parole de la direction de l'entreprise, qui a menacé les manifestants d'appeler la police laquelle, at-elle dit, leur enverrait à tous une convocation militaire. Comme toujours dans les pays en guerre, les maîtres menacent d'envoyer les fauteurs de trouble au front, sous les balles ! Cependant il semble que la direction a fini par accepter une augmentation de salaire même si elle ne couvre pas complètement l'inflation galopante.

Ces deux exemples, en Russie comme en Ukraine, nous montrent que le capitalisme et l'exploitation n'ont pas de frontière, et que la résistance populaire autonome non plus. Malgré les risques encourus, malgré la prison ou les menaces d'être envoyés sur le front, aussi bien en Russie qu'en Ukraine il y a des travailleurs courageux qui osent se dresser contre l'arbitraire, qui osent affirmer leur dignité en refusant de se courber devant le pouvoir et ses intimidations.

Mais la guerre à la guerre c'est aussi lutter contre la poison nationaliste qui tend à nous faire croire que tous les habitants de l'autre pays sont des ennemis. Selon les compagnons du Syndicat Courrier, ceux-ci ont essayé de contacter les grévistes de Bolt pour exprimer leur solidarité. Mais ces derniers auraient repoussé leur solidarité au motif qu'en tant qu'Ukrainien ils ne sauraient rien accepter de la part de Russes. Cette attitude regrettable illustre les résultats de la diffusion en temps de paix des discours idéologiques sur la défense des « peuples » (au pluriel, au lieu de promouvoir une seule Humanité) dont les conséquences néfastes se font sentir en temps de guerre...

Les travailleurs n'ont pas de patrie ! Paix aux chaumières et guerre aux tyrans !

Des compagnons de la CNT-AIT (France)

en ligne ici : <http://cnt-ait.info/2022/11/07/nationalisme-poison/>

L'AIT contre la folie sportive depuis 1925

Nous célébrerons en décembre de cette année 2022 le centenaire de création de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs), l'organisation internationale des anarchosindicalistes.

Cette création est contemporaine de celle de l'essor des grandes compétitions sportives spectacles internationaux et particulièrement de la Coupe du monde de Football. En effet, l'idée d'organiser cette compétition est venue à Jules Rimet, le président de la FIFA de l'époque, suite aux jeux Olympiques de Paris de 1924.

Aussi il est intéressant de voir que dès cette époque, et alors que le « sport spectacle » n'avait pas encore atteint la place envahissante dans la société qu'il a aujourd'hui, les délégués du second congrès de l'AIT tenu à Amsterdam en 1925, et qui étaient quasiment tous des prolétaires, ont pris une résolution pour encourager « la lutte contre la folie sportive, afin d'en éloigner la jeunesse qu'elle pourrait attirer ».

«Le sport est aujourd'hui un instrument aux mains des capitalistes pour écarter la jeunesse de la lutte des classes et d'un développement spirituel plus élevé, faisant d'elle un être mécanique, non-conscient, au lieu de créer des hommes capables de penser et d'agir » (Résolution du 2e congrès de l'AIT à Amsterdam en 1925)

Car déjà à cette époque, les anarchosindicalistes avaient bien compris les enjeux politiques et idéologiques derrière ces compétitions sportives destinées à « divertir » la jeunesse – et notamment la jeunesse ouvrière. Comme nous le rappelle le dictionnaire, « divertir » peut avoir deux significations « Distraire en amusant » mais aussi « Détourner quelqu'un d'une préoccupation, par exemple : Divertir quelqu'un de ses ennuis ». Comme le dit Fabien Ollier, philosophe et directeur de la revue « Quel sport ? » « La mobilisation de masse des esprits autour des équipes nationales induit la mise en place d'une hystérie collective obligatoire. Tout cela relève d'une diversion politique évidente, d'un contrôle idéologique d'une population. En temps de crise économique, le seul sujet qui devrait nous concerner est la santé de nos petits footballeurs. C'est pitoyable. »

« Les compétitions de football exacerbent les tensions nationalistes et suscitent des émotions patriotiques d'un vulgaire et d'une absurdité éclatants. Le sport provoque une forme de violence différente, moins évidente qu'une bombe mais ne participe absolument pas à un recul



de la violence. » [1]

Le sport est indéniablement politique. A ce titre, il génère des valeurs politiques. Le modèle sportif dominant actuel, qui est partagé aussi bien par la gauche que par la droite, est celui du capitalisme le plus libéral, fondé sur le principe de rendement, de hiérarchie et de compétition, et de corruption généralisée.

Depuis les cents ans de sa création, l'AIT à travers ses sections n'a eu de cesse de lutter contre l'hystérie sportive et de mener des campagnes de boycott contre les Coupes du monde successives[2]. C'est pourquoi en 2022 encore, les anarchosindicalistes continuent plus que jamais leur lutte pour l'émancipation des travailleuses et des travailleurs, et appellent au boycott du spectacle écoeurant de la Coupe du Monde du Qatar, où plus de 6500 travailleurs sont morts pour 5760 minutes de football, soit plus d'un mort par minute de jeu !

des membres de la CNT-AIT

[1] Le Monde, « La Coupe du monde, une aliénation planétaire », 10 juin 2010

[2] Sur le site <http://coupedumondefricimonde>, on retrouvera par exemple différents exemples d'affiches et d'actions, menées par les anarchosindicalistes à l'occasion des coupes du monde de foot d'argentine 78, Espagne 82, France 98, Afrique du Sud 2010, Brésil 2014, coupe du monde féminine France 2019, Euro de foot Pologne Ukraine 2012, France 2016

La gauche théo-compatible au pied du mur

Le 16 septembre 2022 une jeune Kurde Iranienne de 22 ans, du nom de Masha Amini meurt trois jours après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran, pour avoir semble-t-il mal mit son voile, et selon cette police cela enfreint le code vestimentaire strict qu'impose la république Islamique. Cela à provoqué une vague de colère populaire , notamment de la jeunesse Iranienne, avec des affrontements violent avec la police. Cette vague de contestation contre l'autoritarisme des mollahs, met dans cette région du monde, au pied du mur toutes la gauche et l'extrême gauche "Théo-compatible" de France, qui tentent depuis des années d'ethniciser la question sociale, ou de la marier avec

des revendications religieuses, avec un arrière goût de racisme et d'antisémitisme. Une « spéciale dédicace » à toute cette gauche qui défile avec les fondamentalistes religieux les plus réacs... Mais musulmans, comme LFI, EELV, les nationalistes tiers-mondistes du PIR, le NPA et toutes cette prétendue gauche « déconstruite », mais complètement à coté de ses pompes.

Ça ne date pas d'hier

Pour comprendre un peu toutes cette merde religieuse en Iran, il faut comprendre comment la gauche Iranienne et Française ont été complices, des futurs assassins au pouvoir aujourd'hui en Iran. On oublie un peu vite qu'en Iran à la fin des années 70, les communistes Iraniens ont bel et bien fait une alliance avec les fondamentalistes chiites. Ils partageaient avec les islamistes, une certaine défiance vis à vis de l'occident, certes pas forcément pour les mêmes raisons. Mais ces (ex)militants aujourd'hui, regrettent amèrement leurs soutiens, à ceux qui de nos jours, traquent de façon implacable toute opinion discordantes. Les survivants des organisations de gauche, et du TUDEH en particulier, qui fut l'un des PC les plus puissants du moyen orient à cette période, et donc de ce fait un allié important pour les fascistes religieux chiite. Ces ex militants sont encore de nos jours en exil un peu partout dans le monde; ils ont reçu le soutien ici en France des intellectuels de gauche comme Sartre, Foucault, Beauvoir, et d'autres...

En effet la montée révolutionnaire en Iran, intéressait beaucoup l'intelligentsia, en particulier Française. Michel Foucault ira à deux reprises en Iran en tant que reporter pour le journal Italien « Corriere della sera », et profitera de son séjour pour étudier de près la formation des mouvements révolutionnaires locaux. Sa fascination pour la prétendue puissance révolutionnaire du chiisme, son concept foireux de « spiritualité politique », il considérait l'islam chiite comme la religion des opprimés (NDR : source l'OBS du 7/02/18, par Eric Aeschmann), on reconnaît là, l'un des précurseurs, de cette gauche théo-compatible, plutôt anti prolétarienne, très méfiante du combat social, considérant les philosophies « du siècle des lumières » comme des niaiseries (vue et entendu par l'un de ces chroniqueurs you tube de « gôche ») et si prompt à faire des procès en islamophobie, en défendant qu'ils le veuillent ou non des régimes politiques authentiquement réactionnaires.

Au moyen orient et généralement dans un certains nombre pays de culture musulmane ou la religion est particulièrement prégnante. Être athée, féministe, militants des droit de l'homme, communiste ou anarchiste, révolutionnaire ou pas, se révèle être particulièrement difficile. De temps à autres nous avons des nouvelles de compagnon,

Iranien, Turc, Afghan... Qui sont dans des situations difficile, et que nous soutenons du mieux que nous pouvons devant les dangers de mort qui les guettent.

Différences entre eux et nous

En tant qu'anarchosyndicalistes et anarchiste prolétariens, nous nous basons sur des critères important, que sont les classes sociales, notamment déterminées par nos activités professionnelles dans la société, et qui nous assignent à une place précise qui est généralement le prolétariat.

La gauche théo-compatible (et post-moderne ça va ensemble), relève d'une philosophie plus ou moins vaseuse, et mouvante qui épouse à peu près presque toujours, des concept à la fois ultra-libéraux et conservateurs, voire obscurantistes, la classe sociale (et toujours la classe sociale, et les femmes!) est alors remplacée par le ressenti émotionnel, l'identité, l'individualisme, la couleur de peau, la religion ou ce qui est supposé être sa religion, son genre (selon l'humeur du moment), sa sexualité...

De tous ce fatras conceptuel il en ressort des soutiens au nom de l'antiracisme, à toutes sortes d'ordures religieuses, ou nationalistes tiers-mondistes, sous entendu qu'ils ne soient pas des occidentaux et des « blancs hétéros ». Force est de constater qu'une partie de la gauche et de l'extrême gauche, marche main dans la main, avec la racaille religieuse la plus obscurantiste. Ainsi nos gauchistes pas islamophobes pour deux sous, et les mots d'ordres vidés de leur sens, comme leur fameuse « convergence des luttes », font les yeux doux à des gens comme Houria Bouteldja, qui prétend que chez les musulmans ya de l'homophobie, mais soft, et que de toutes façon c'est la faute aux Européens qui ne sont que des colons (!). Je ne sais pas ce que signifie pour cette femme le terme « soft », mais quand elle essaye de faire passer les islamistes pour des doux agneaux, qui peut la prendre au

sérieux ??? Si je me souviens bien c'est elle qui disait, « *il n'y a pas d'homosexuel en Iran* », *C'est Ahmadinejad qui parle. Cette réplique m'a percé le cerveau. Je l'encadre et je l'admire. (...) Ahmadinejad, mon héros. (...) La Civilisation est indignée. (...) Et moi j'exulte.* »

Curieux pour quelqu'un qui qui à cette obsession de « l'impérialisme culturel blancs », partout et à toutes les sauces. Et qui entraînerait la déchéance du monde « néo-colonial ». Pourtant je ne peux pas m'empêcher de penser que cette disparition des homosexuels en Iran, est plus ou moins

semblable à la disparition des juifs vivant dans les pays Baltes, exterminé par les nazis pendant la seconde guerre mondiale. C'est

LES ANARCHISTES EN UKRAINE RESISTENT A LA GUERRE ET AU FROID GLACIAL ! LA CAMPAGNE DE SOLIDARITE CONTINUE

La campagne de solidarité avec les anarchistes en Ukraine lancée par l'initiative de solidarité « Olga Taratuta » continue. Une première vague de don a permis de collecter 900 euros qui ont été transmis au

compagnon d'Assembleia mi-novembre. Cela leur a permis de s'équiper en système de chauffage pour affronter l'hiver glacial.

« Chers compagnons, nous avons bien reçu votre solidarité qui est arrivée au bon moment. La sécurité ici est très relative partout. Aujourd'hui, une autre frappe massive de missiles était attendue en réponse à la reprise de Kherson, mais jusqu'à présent rien. Pas plus tard que la nuit dernière, plusieurs roquettes ont volé jusqu'à la zone

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de
l'Aéronautique et d'Ailleurs
Organise régulièrement des réunions sur la
situation économique du secteur de
l'Aéronautique
facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT
Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste) :
Continue ses actions en
faveur des réfugiés et notamment des mineurs
isolés. Nous avons besoin
de votre soutien ! Nous sommes aussi
demandeur de soutien sous forme de temps à
partager pour
nos activités, de fournitures scolaires ou produits
de première
nécessités. n'hésitez pas à passer aux
permanences le samedi après midi
à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des
personnes qui se retrouvent dans
les principes, tactiques et finalités de
l'Anarchosyndicalisme, et
souhaitent commencer à oeuvrer localement
pour diffuser nos idées et nos
pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement
une initiative CNT-AIT, ou
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à
prendre contact avec nous
par mail (contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou
par courrier (CNT-AIT, 7
rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-
AIT

[http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?](http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)
rubrique141

L'Anarchosyndicalisme en question et
Fédéréseau : <http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme>

industrielle à la périphérie est de la ville... Oui, chaque panne d'électricité devient de plus en plus longue. Hier, il n'y a pas eu de frappes dans notre ville, mais la lumière et le chauffage se sont éteints comme une réaction en chaîne après le bombardement d'autres régions - et les centrales électriques n'ont pas assez de temps pour réparer... »

Les dons de solidarité sont toujours nécessaires pour pouvoir équiper d'autres foyers en système de chauffage et pour acheter le combustible nécessaire. Plus d'infos en ligne : <https://nowar.solidarite.online/blog/a-laproche-de-lhiver-aidez-les-anarchistes-en-ukraine-a-resister-a-la-guerre-et-au-froid>

Assembleia est un média anarchiste en ligne de Kharkov, en Ukraine (<https://assembly.org.ua>). Depuis l'agression de l'armée de la Fédération de Russie, ces compagnons tiennent fermement la bannière anarchiste et internationaliste dans des circonstances dramatiques.

Sous les bombes de la Fédération de Russie, ils participent à des actions de solidarité populaire et de résistance civile, sans sombrer dans le soutien au gouvernement ukrainien. Au contraire, ils maintiennent une position critique envers l'État ukrainien et ses organes directeurs (du niveau présidentiel jusqu'au niveau local), exposant la corruption de l'administration par les profiteurs de guerre nationaux. Assembleia continue d'informer les travailleurs et de critiquer les patrons locaux qui profitent de la situation pour exploiter encore plus les travailleurs.

Assembleia maintient haut et fort les principes anarchistes, anti-étatiques et anti-militaristes, tandis que la plupart des individus et des groupes « anarchistes » en Ukraine ont jeté tous les principes par-dessus bord dès le début de l'invasion.

En raison de la destruction d'infrastructures essentielles par l'armée russe, le chauffage fera certainement défaut pour les compagnons, alors que l'hiver est habituellement particulièrement rude dans cette région du monde. Le problème énergétique, qui touche déjà beaucoup d'entre nous, s'y posera de manière encore plus dramatique. C'est pourquoi nous lançons un appel urgent à la solidarité avec les compagnons d'Assembleia pour les aider à l'approche de l'hiver :

- vous pouvez faire des dons en ligne sur leur plateforme : <https://www.globalgiving.org/projects/mutual-aid-alert-for-east-ukraine/>

- vous pouvez également envoyer des chèques bancaires en Euros à l'ordre de CNT-AIT (mention « Solidarité Ukraine » au verso) à CNT-AIT, 7 rue ST Rémésy 31000 TOULOUSE

- vous pouvez enfin effectuer un virement bancaire (en Euro) sur le compte suivant (veuillez envoyer un email à contact@solidarite.online pour nous informer du virement bancaire) :

IBAN : FR81 2004 1010 1603 1175 7H03 7 45 BIC : PSSTFRPPTOU

Titulaire du compte : CNT-AIT

Banque : Banque Postale

Les compagnons et compagnes de l'initiative Olga Taratuta

<http://nowar.solidarite.online/blog>

contact@solidarite.online



Anarchistes, engagement, et résistance, guerre d'Espagne et guerre d'Ukraine ... comparaison est elle raison ? Quelques réflexions pour un débat

Dès le début de la guerre en Ukraine, des voix se sont fait entendre dans le mouvement anarchiste, notamment dans les pays anglosaxons, pour justifier le choix fait par certains anarchistes autoproclamés d'Ukraine de rejoindre les rangs de l'Armée ukrainienne.

Si le choix des ukrainiens peut éventuellement se comprendre de par leur situation vécue, celui de gens qui ne subissent pas les bombardements mais qui incitent les autres à aller se faire tuer interroge légitimement. Le plus « surprenant » étant certainement les articles laudateurs sur les anarchistes ukrainiens qui prennent les armes parus sur le site des appelistes-pseudos insurrectionnaliste « lundimatin ». On connaissait leur trip militariste, il se vérifie ... Aujourd'hui Black Block, demain petit soldat" ? On voudrait enrôler les révolutionnaires dans la guerre qu'on ne s'y prendrait pas autrement... Choisis ta guerre camarade : après le Kurdistan, maintenant l'Ukraine, c'est quoi la prochaine ?

Parmi les arguments en plomb qu'utilisent nos anarcho-militaro figure en bonne place la comparaison avec l'engagement des anarchistes espagnols dans les rangs de la résistance française et notamment la fameuse libération de Paris avec la Nueve, passée en quelques années du stade d'épisode inconnu de l'Histoire à celui de Mythe Fondateur. Il s'agit pourtant là d'une falsification de l'Histoire (pour ne pas dire d'un révisionnisme) à des fins de propagande. En effet d'une part ce ne sont pas les anarchistes espagnols qui ont libéré Paris mais les armées alliées. Certes l'avant-garde qui est entrée la première dans Paris était composée de quelques 25 compagnons espagnols, la plupart anarchiste, comme le relate le Capitaine Drone dans son livre de mémoire. Mais les combats pour la libération ont durés plusieurs jours et ont nécessité l'engagement de toute la 2ème DB. Par ailleurs, ce ne fut pas une décision collective de l'organisation anarchiste de rejoindre les forces de la France Libre, mais le choix individuel de compagnons, notamment pour pouvoir s'extraire des camps de concentration où la République française les avait parqué dès 1939. Enfin ces compagnons n'ont jamais prétendus semer l'anarchie dans les sillons de leurs half-tracks, ils n'ont jamais fait de photos d'eux avec des drapeaux rouges et noirs. Leur décision - courageuse et respectable - visait certes à lutter contre le fascisme, mais pas à faire la révolution. En ce sens elle ne peut être qualifiée d'anarchiste. Par ailleurs il exista certes quelques maquis tenus par les anarchistes espagnols, notamment celui du barrage de l'Aigle dans le Cantal. Mais



contrairement à ce que disent les anarchistes anglo-saxons actuels et leurs amis, ces maquis n'avaient pas rejoint la résistance française, au contraire ! En effet, ces maquis agissaient de façon autonome vis-à-vis de la résistance française, ne recevant pas d'ordre de sa part, ayant leur propre autonomie de décision et d'action, même s'il lui arrivait de se coordonner avec elle bien sûr. Par ailleurs les anarchistes espagnols avaient signifié très clairement à la résistance française qu'ils ne luttèrent pas pour la libération de la France mais pour celle de l'Humanité et qu'ils ne souhaitaient pas que leur sang soit versé pour une cause nationaliste, fut elle française.

Enfin, nos anarchistes pro-guerre oublient quand ils citent la participation des anarchistes à la Résistance en France, de mentionner le groupe internationaliste fondé autour du réseau des anciens de la section française de l'AIT, et dont faisait partie Voline, anarchiste russe qui avait été actif dans la révolution ukrainienne des années 1920. C'est ce même Voline qui rédigea les tracts et affiches de cet authentique groupe de résistant, lesquelles proclamaient : « Mort aux vaches !! En 1943, ne crie plus : AGIS. Crève-les TOUTES : qu'elles portent en grelot une croix gammée, une étoile rouge, l'Ordre de la Jarretièrre, la Croix de Lorraine ou une francisque. Vive la Liberté ! Vive la Paix ! VIVE LA REVOLUTION SOCIALE ! ».

Pour en savoir plus, nous avons édité une brochure qui regroupe des textes permettant d'éclairer ce débat. Disponible en ligne sur <http://cnt-ait.info> ou écrire au journal pour recevoir le format papier (XXX euros, frais de port inclus)

Entretien avec Ivan, jeune Russe qui a fui pour échapper à la mobilisation

Ivan est un jeune qui a fui la Russie pour ne pas être enrôlé dans l'armée russe et aussi fuir les menaces contre sa vie du fait de sa double origine, russe et ukrainienne. Interview par l'initiative de solidarité qui Olga Taratuta participe à son accueil.

Olga : Bonjour Ivan

Ivan : bonjour Olga. Je m'appelle Ivan, je suis un jeune de 24 ans. J'habite Moscou, où je vis avec ma mère qui est russe. Je suis de nationalité russe, même si mon père est ukrainien et vit à Kiev. Je suis étudiant en sciences humaines.

Olga : comment as-tu appris le début de la guerre en Ukraine ?

Ivan : j'étais en voyage en Europe avec mon petit ami, avec un visa Schengen de tourisme. Lui est rentré directement en Russie. Moi j'ai compris vu ma situation personnelle que la situation risquait d'être compliquée pour moi. Je me suis inscrit dans une université du pays européen ou j'étais alors, pour pouvoir bénéficier d'un visa « étudiant » de longue durée et essayer de me bâtir un avenir loin de la folie de la guerre. Déjà je ne me voyais pas pouvoir remettre les pieds en Russie. Cependant pour bénéficier de ce visa, je devais retourner en Russie pour demander officiellement un visa étudiant auprès de l'ambassade du pays en question à Moscou. A ce moment-là les ambassades n'étaient pas fermées, et tout le monde faisait semblant de respecter un certain « formalisme ». Je suis donc rentré pour faire les démarches administratives requises. Cependant à mon retour, j'ai tout de suite compris que cela n'allait pas être simple. De plus, sur mon téléphone, j'ai commencé à recevoir des menaces de morts très explicites de la part de parfaits inconnus, en raison à la fois de mon origine paternelle ukrainienne et aussi du fait que je suis homosexuel. Comment ces gens ont eu mon numéro de téléphone et les informations me concernant ? Je l'ignore ... Peut être via le Centre de recrutement militaire ? Il faut savoir qu'en Russie le service militaire est obligatoire pour tous les jeunes hommes et que dès l'âge de 18 ans vous devez aller vous faire enregistrer au Centre de recrutement de votre quartier ou ville.

Olga : quelle a été ta réaction à l'annonce de la mobilisation par Poutine ?

Ivan : quand Poutine a annoncé la mobilisation, j'ai compris que j'étais en grand danger car l'armée russe à besoin de chair à canon. Les démarches administratives pour mon visa étudiant étaient de toute façon bloquées. J'ai alors décidé de m'enfuir. Comme j'avais mon visa Schengen tourisme était toujours valable, je suis parti en Azerbaïdjan pour ensuite rejoindre l'Europe. J'avais lu dans les médias, notamment les médias sociaux, que l'Allemagne disait accueillir les russes qui fuyaient l'armée, j'ai donc choisi d'aller dans ce pays même si mon visa avait été attribué par la France.

Olga : comment as-tu été reçu en Allemagne ?

Ivan : cela a été une grande désillusion. On m'a tout de suite fait sentir que je n'étais pas le bienvenue, contrairement à ce qui est proclamé partout. A ma descente d'avion j'ai été voir les services d'immigrations pour déposer une demande d'asile. Ironiquement on m'a fait comprendre que si j'avais la nationalité ukrainienne (j'aurai pu la demander vu que mon père est Ukrainien, mais je n'ai jamais fait la démarche car pour moi la nationalité n'a pas vraiment d'importance, ce n'est qu'une formalité administrative) j'aurai eu immédiatement le statut de réfugié. Mais en tant que russe, je les gênais plus qu'autre chose ... Ils m'ont alors immédiatement emmené dans un Centre de rétention administratif (CRA) qui se trouve au sein de l'aéroport. Ce centre est dans une zone « hors douanes » donc officiellement ce n'est pas le territoire Allemand, c'est une sorte de « no mans land ». En fait c'est surtout une prison.

Les flics allemands étaient très froids, très « administratifs » dans leurs relations avec les détenus. J'étais quasiment le seul européen, tous les autres étaient des réfugiés du Soudan de Turquie, d'Afghanistan. J'ai noté que les policiers avaient un comportement raciste dans le sens où ils ne me traitaient pas aussi durement que les autres réfugiés. Cela m'a rendu triste car je me sentais solidaire de mes autres camarades d'infortune. Sinon il faut savoir aussi que cette prison est géré par les autorités allemandes comme un « hôtel » : si vous avez les moyens financiers, vous devez payer votre séjour : 135 euros la nuit ! Une prison au prix d'un 3 étoiles !!! Comme ils avaient saisi l'argent liquide que j'avais sur moi, ils n'ont eu qu'à se servir ! Ils m'ont donc prix 4000 euros pour le mois que j'ai passé dans le centre, soit plus de la moitié de mes économies !

Olga : comment t'es-tu retrouvé en France

Ivan : au bout de plusieurs semaines, ils m'ont expliqué qu'ils ne me donneraient pas l'asile car en vertu de la procédure de Dublin j'aurai dû la déposer en France, pays émetteur de mon visa. Donc ils allaient m'expulser en France. Et en plus j'étais interdit de territoire allemand pendant au moins 30 jours pour ne pas avoir respecté les règles d'entrée sur le territoire !!! Au bout d'un mois ils m'ont dit qu'ils s'étaient mis d'accord avec les autorités françaises et que je serai expulsé incessamment donc que je devais me tenir prêt à partir tout moment ! Ils m'ont demandé si je connaissais quelqu'un en France susceptible de m'accueillir, mais je ne connaissais personne. J'ai informé par téléphone ma mère qui a fait fonctionner son réseau d'amis. Finalement elle m'a trouvé une personne qui acceptait de dire qu'elle serait ma référente sur place. Le jour j, les policiers des frontières allemands sont venus me chercher sans préavis pour m'emmener dans un avion, en me disant que je serai attendu à mon arrivée en France.

Arrivée à destination, dans l'aéroport le plus proche du lieu de résidence du contact fournit par ma mère, en fait personne ne m'attendait. Ni le contact de ma mère qui n'avait pas été prévenue, ni la police des frontières. Un steward de la compagnie aérienne m'a indiqué où je devais me rendre pour me signaler. Arrivée au poste de police, ils m'ont regardé étonné, ne comprenant pas qui j'étais ni ce que je faisais là. Finalement après avoir fouillé dans leurs ordinateurs, ils ont fini par retrouver le message des allemands qui les informait de mon arrivée. Ils m'ont dit que je pouvais partir, puisque de toute façon j'avais encore un visa de tourisme valide. Et ils m'ont donné l'adresse où me présenter pour déposer une demande d'asile.

Olga : Que s'est-il passé ensuite ?

Ivan : Finalement j'ai pu rejoindre le contact de ma mère. Une personne très gentille mais très âgée. Je voyais bien que je n'allais pas pouvoir rester avec elle longtemps. Par l'intermédiaire d'une association en Allemagne d'aide aux déserteurs, avec qui j'étais en lien déjà quand j'étais emprisonné dans le CRA, j'ai eu des contacts avec différentes associations en France, dont Olga Taratuta. Finalement, quelqu'un a généreusement proposé de m'héberger temporairement en région parisienne, où j'ai pu déposer formellement une demande d'asile.

La demande d'asile c'est un vrai parcours du combattant : il faut enchaîner les rendez-vous avec de multiples services et administrations, en faisant des queues interminables pendant lesquelles les policiers vous maltraitent. Et encore moi j'ai de la

chance car étant européen, je vois bien que les flics sont plus gentils avec moi qu'avec les autres demandeurs d'asile africains ou asiatiques, qu'ils traitent vraiment comme des chiens.

Une fois que j'aurai fini cette série d'entretiens, je devrai attendre d'être fixé sur mon sort. Cela peut prendre plusieurs mois.

Olga : comment survivis-tu pendant ce temps ?

Ivan : j'ai ce qui me reste de mes économies, mais la vie est chère en France. Ma mère m'envoie un peu d'argent quelle transfère via des amis qui résident en Turquie ou autre, pour contourner les restrictions bancaires internationales. Mais cela coûte aussi très cher.

Et puis ma mère n'est pas très riche et elle vient de perdre son travail. Je fais aussi des dessins, peut-être que je pourrai en vendre pour gagner un peu d'argent ?

Olga : comment vois-tu ton avenir à court et moyen terme ?

Ivan : déjà ce que je sais c'est que je ne remettrai plus jamais les pieds en Russie. Je ne veux plus y retourner, ce pays est mort pour moi. Je compte me rendre dans l'université européenne où je me suis inscrit, car les études qu'ils proposent m'intéressent et je pense que cela pourra me donner des opportunités dans le futur. Il ne faut jamais perdre l'espoir.

Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ...

Ni fous, ni morts (collectif el Periscopio)

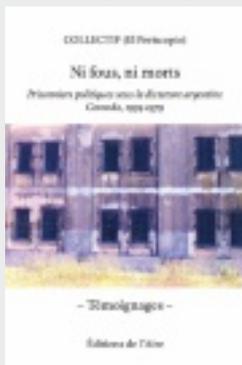
Ce livre regroupe les témoignages d'anciens prisonniers politiques de la prison de Coronda en Argentine, de la fin des années 60, jusqu'à la chute de la dernière dictature Argentine en 1983.

Ils y racontent leur vie quotidienne, et leur résistance, leur résilience face à un système de terreur et d'oppression. Défiant le pouvoir militaire par le simple fait d'être en vie, l'entraide et la solidarité entre prisonniers politiques et droits communs, et malgré tout le rire comme forme de résistance passive mais efficace.

Les responsables de cette prison ont été déjà condamnés depuis longtemps par la justice bourgeoise Argentine, qui s'est ainsi refait une virginité pour essayer de faire croire qu'elle est devenue « démocratique ». Mais ce livre démontre le pouvoir et la volonté d'un Etat, des gouvernements successifs à vouloir détruire tout être humain qui aurait l'idée de relever la tête, et qui se place sur leur chemin.

C'est un témoignage qui montre comment, grâce à une lutte collective, des hommes libres ont su vaincre moralement leurs tortionnaires, et au final l'injustice et l'arbitraire.

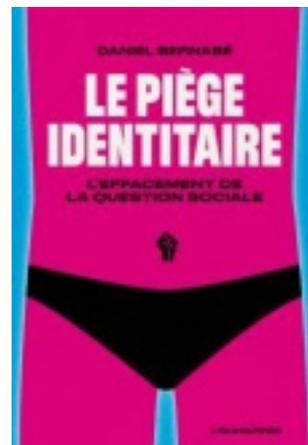
Ce livre est disponible à la bibliothèque de la CNT-AIT, ouverte tous les samedi après midi entre 17h et 19h au 7 rue St Rémésy à Toulouse



Le piège identitaire (Daniel Bernabé)

Depuis quelques années déjà nous voyons fleurir ici et là, des concepts post moderne très axés sur l'identité. Où le plus important est d'être "unique et plus spécial" que son voisin, c'est la compétition du tous contre tous, qui remet en question tout ce qui est collectif, et notamment les divers courants du socialisme et féminisme historique, tout en se prétendant plus à gauche que la gauche. En remplaçant la question sociale par l'identité qu'elle concerne: le genre, l'identité sexuelle, l'origine ethnique, le rapport à la nature, voire à sa couleur des cheveux.

Cette surenchère ne peut se comprendre que replacée dans le contexte de la montée du néolibéralisme et de l'ultra individualisme de nos sociétés. Ces courants narcissiques super radicaux pour ce qui concerne le petit nombre des personnes spécifiques, occultant bien entendu les rapports de classe, et l'exploitation capitaliste.



Création d'une initiative à Rodez
 Une initiative CNT-AIT est en projet de création sur Rodez. Si vous souhaitez être mis en contact, écrire au journal qui fera suivre.
 PERPIGNAN : adresse de contact de l'initiative CNT-AIT
 Les compagnons de l'initiative CNT-AIT de Perpignan et sa région peuvent désormais être contactés par mail en écrivant à : perpignan@cnt-ait.info

Réunion publique de présentation de la CNT-AIT à Saint Nazaire

Une réunion débat était organisée le 25 novembre dernier à Saint nazaire, au local Autogéré des mais de May Piqueray, de présentation de la CNT-AIT. Nous avons pu débattre avec une quinzaine de personnes sur l'histoire de l'AIT dont on célébrait le centenaire, des principes et tactiques de l'anarchosyndicalisme, notamment pour les luttes en entreprise, mais aussi de faire un retour sur les 4 ans du mouvement des gilets jaunes et des perspectives de lutte à venir.

Nous remercions chaleureusement les compagnons de Saint Nazaire et notamment des amis de May pour leur accueil sympathique et fraternel. D'autres réunions auront certainement lieu courant 2023. Par ailleurs les personnes qui seraient intéressées par participer à la création d'une initiative CNT-AIT en région Bretagne sont invitées à entrer à contact avec le journal qui fera suivre.



IRAN : femme, vie, liberté, révolution !

L'assassinat le 16 septembre 2022 de la jeune Masha Amini par l'infamante police des mœurs de la République islamique d'Iran a soulevé la population d'Iran qui désormais ne se cache plus pour dire « à bas les dictateurs ». Le régime des Mollahs, qui sait que sa survie est désormais en jeu, déploie une répression féroce pour mater la Révolution en cours. Non content de tirer sur les manifestants, les condamnations à mort et les pendaisons publiques s'enchaînent.

Plus que jamais, les révolutionnaires d'Iran ont besoin de notre soutien. La CNT-AIT se tient dès le début au côté de celles et ceux qui luttent en Iran pour une société plus libre. Nos compagnons de Paris ont participé aux manifestations distribuant des tracts en français et persan et sous le slogan « ni prêtre, ni mollah, ni ordre moral ». A Toulouse, la CNT-AIT a participé au premier rassemblement de la diaspora iranienne du Sud de la France, le 3 décembre dernier, pour fustiger le patriarcat et la religion qui partout vont de pair et rappeler que l'anarchosyndicalisme fait de la lutte des femmes pour leur émancipation un principe fondamental et universel.

Nous sommes en contacts réguliers avec des anarchistes d'Iran, en exil ou à l'intérieur, qui luttent contre la réaction sanguinaire du régime islamique, mais qui mettent également en garde contre les faux amis de la Révolution que sont les monarchistes ou encore les nationalistes / régionalistes, qui menacent l'unité du mouvement en cherchant à pousser leur propre agenda vers des revendications identitaires au détriment de la demande de justice sociale globale.

Cette mise en garde est notamment portée par le KAF (forum des anarchistes de langue kurde) dont nous reproduisons l'appel ci après. Ce texte est également disponible en plusieurs langues (persan, kurde sorani, kurde kurmandji, anglais et espagnol) sur notre site internet (<http://cnt-ait.info/2022/10/22/iran-ni-roi-ni-leader/>)

IRAN : Ni roi ni leader, à bas le système autoritaire !

Le soulèvement des opprimés en Iran est un seul soulèvement uni d'un seul tenant, le diviser selon des groupes ethniques est une action contre-révolutionnaire !

Afin d'éviter que le soulèvement des opprimés en Iran ne se transforme en une guerre de milices religieuses et ethniques, à l'instar du soulèvement des opprimés en Syrie (2012), il faut tirer



les leçons de l'histoire et de l'expérience des conflits de classe passés. Maintenant que dix ans se sont écoulés depuis la résurgence des opprimés en Syrie, l'histoire a prouvé que transformer le soulèvement social de masse en une guerre de milice et en un cirque politique pour les partis politiques créerait les conditions du renforcement de la contre-révolution.

Cela transformerait le soulèvement en un jeu politique pour les agences de renseignement de diverses superpuissances et les compagnies multinationales, afin de créer un bain de sang par le biais de la guerre des milices avec le soutien d'États laquais régionaux.

Malheureusement, la contre-révolution a réussi à transformer les soulèvements des opprimés, de la Tunisie jusqu'à la Syrie en passant par le Yémen, en outils pour mettre en œuvre les plans des superpuissances et des entreprises multinationales. Les exemples vivants de cette réalité sont les conflits internes en Syrie et au Yémen qui ont créé un marché pour le commerce des armes de guerre.

L'Iran est composé d'un certain nombre de régions ethniques et religieuses différentes, les manifestations et protestations des années précédentes étaient en quelque sorte divisées entre ces entités politiques et culturelles. Mais contrairement aux fois précédentes, cette fois les opprimés d'Iran se sont levés comme un seul corps, comme cela a été le cas lors du soulèvement de 1979. C'est le tournant le plus positif et le plus encourageant de la réémergence de la lutte des opprimés iraniens. C'est le signe des leçons tirées des luttes passées et de la montée de la conscience de soi des opprimés iraniens.

Mais malgré toute la joie à ce niveau de conscience de soi des opprimés, nous ne devons pas oublier une seconde le danger des manœuvres contre-révolutionnaires (qu'elles viennent du gouvernement, des monarchistes, des nationalistes ou des salafistes sunnites). Si nous examinons attentivement les réactions et les attitudes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran, malheureusement, il y a des manœuvres contre-révolutionnaires ici et là, bien qu'elles n'en soient qu'au stade préliminaire. Mais tout a un début... Transformer le soulèvement en Syrie en un bain de sang de dix ans de guerres de milices a commencé par un seul coup de feu et un incident banal, une fusillade lors d'une manifestation pacifique après la prière du vendredi.

Ces dernières semaines, d'une part à l'extérieur, les monarchistes Iraniens ont constamment tenté de changer la nature des manifestations. Tandis que d'autre part à l'intérieur, le gouvernement iranien a mené au Baloutchistan et au Kurdistan une répression relativement plus dure par rapport aux régions de langue persane pour créer de la confusion, des suspensions et des divisions entre les manifestants. Le gouvernement a aussi attaqué des bases d'opposition armée située à l'extérieur de l'Iran (dans la région du Kurdistan / Irak).

L'État a ainsi tenté d'attirer les milices armées kurdes d'opposition dans une confrontation armée afin de créer la suspicion et la division dans le soulèvement entre [les régions périphériques] (Baloutchistan, Kurdistan, Azerbaïdjan, Khouzistan) avec le centre persanophone. Bien sûr, parallèlement aux efforts du gouvernement iranien, les gouvernements du Pakistan, de la Turquie et des États du Golfe arabe ont, au cours des dernières

décennies, contribué à attiser la discrimination religieuse et ethnique dans ces régions et tentent maintenant de provoquer des divisions.

Plus efficaces et pires que tout cela, ce sont deux phénomènes qui sont apparus ces derniers jours :

Premièrement, les coups de feu et l'armement de l'insurrection, notamment dans les régions périphériques extérieures au centre du pays.

Deuxièmement, l'ethnisation des manifestations de solidarité hors d'Iran, en particulier en Europe, qui ne sont solidaires que du soulèvement d'une région [le Kurdistan], ce qui est le début de la fragmentation du soulèvement et de la création de divisions en encourageant le nationalisme et le salafisme religieux.

Nous nous opposons et condamnons ces tentatives et essayons d'empêcher toute tentative, opinion et déclaration contre-révolutionnaires. Selon notre expérience de l'histoire des soulèvements, en particulier le soulèvement des opprimés en Iran en 1979 et le soulèvement des opprimés en Irak en 1991, nous présentons nos points de vue, nos suggestions et notre soutien à nos amis et compagnons dans toutes les régions d'Iran. Notre seul objectif est d'empêcher les efforts de ces groupes et partis qui tentent de transformer ce soulèvement uni des opprimés iraniens en nationalismes fragmentés et en une guerre de milice.

Heureusement, à notre connaissance, les activités à l'intérieur des villes et des régions iraniennes ainsi que le niveau de conscience des insurgés sont au niveau de leur responsabilité historique révolutionnaire et les risques de divisions ont été moins dominants jusqu'à présent. Cependant, nous (en tant que soutien de nos compagnons insurgés en Iran) ne devons pas rester les bras croisés et ignorer les efforts des mouvements et des milices autoritaires (qu'elles soient nationalistes, salafistes, «shakhaïstes [monarchistes, partisan du roi, le Shah d'Iran] ou même gauchistes) pour contrôler et induire en erreur toutes les manifestations et le soulèvement. La contre-révolution a toujours été capable de surmonter et de vaincre les vagues de la révolution sociale en abusant de l'optimisme et de la naïveté des opprimés au profit des mouvements autoritaires, les partis et les groupes armés.

Face à ces efforts contre-révolutionnaires, le soutien des combattants de la liberté et des mouvements antiautoritaires au niveau mondial et dans toutes les régions du monde pour le soulèvement des opprimés en Iran peut renforcer le rapport de force au profit du pôle révolutionnaire contre les capitalistes, lesquels préparent déjà leur scénario pour contrôler la société iranienne après la chute du gouvernement actuel.

Non à l'État et au gouvernement, non aux milices, non à l'avant-gardisme « partisan », non au nationalisme, non au salafisme

Oui à la solidarité mondiale, oui au soulèvement social, oui à l'autogestion sociale locale de toutes les régions iraniennes, oui au fédéralisme non étatique

Forum anarchiste de langue kurde, 14 octobre 2022 (<https://linktr.ee/anarkistan>)